

LA RÉPUBLIQUE *En Marche !*

LA SECURITE, deux maîtres mots :
- Efficacité, Tolérance Zéro -

Face à une société touchée en plein cœur. Face à une France meurtrie par l'horreur. Face au terrorisme, véritable fléau qui a mutilé notre République dans sa chair, il faut agir vite, agir avec force et être intransigeant.

La peur se manifeste à chaque instant de notre vie quotidienne : au moment de nous rendre dans des espaces publics, gares et aéroports, terrasses de cafés, stades et salles de concert, au moment d'accompagner nos enfants à l'école, au moment de nous rendre au travail

-Vivre dans la peur, c'est vivre sans être libre-

Je refuse que l'on s'accommode de ce sentiment comme d'une fatalité, je refuse de le banaliser sous couvert d'un manque de moyens. On ne transigera ni avec notre mode de vie ni avec les valeurs de la République.

La Liberté, si chère à nos cœurs, ne saurait se soumettre à la barbarie et la sécurité doit être la première des libertés !

La **lutte contre le terrorisme** sera une de mes priorités. -Nous sommes et serons **le premier rempart** face à ces barbares sans foi ni loi. Nous sommes l'espoir, la joie de vivre face à ces spectres funestes. Nous serons la Liberté face à l'effroi-

Cela passe inévitablement par un renforcement de l'organisation du renseignement. Pour une lutte plus efficace, aussi bien au niveau local que national, la circulation des informations et la coopération entre les différentes autorités judiciaires et les services de renseignement doivent être facilitées.

Pour être efficace, cette association devra regrouper les services des ministères de l'Intérieur et de la Défense, ainsi que la participation des ministères des Transports, de la Santé et de l'Industrie.

Un état-major permanent, directement rattaché au Président de la République sera le noyau de ces étroites collaborations.

-Pour une France apaisée : prévention, moyens efficaces et sanctions-

Face à cette menace majeure apparaît également la multiplication d'actes d'incivilité, de délinquances sous toutes leurs formes (agressions, cambriolages et autres menaces, ...) ce qui a aussi pour effet d'accroître le sentiment d'insécurité chez nos concitoyens.

Les gouvernements successifs ont par le passé initié nombre de réformes pénales. Celles-ci, lorsqu'elles n'étaient pas tout simplement inefficaces, se sont vite essouffées : suppression de 12 500 postes de police et gendarmerie entre 2007 et 2012, baisse des moyens alloués à la justice, suppression de la police de proximité, dont le but était justement de prévenir les délinquances, de créer du lien sur le terrain et de faire remonter les informations...

Pour faire face à cette situation, je m'engage personnellement et en cohérence avec les propositions du gouvernement, à faire de la sécurité un axe de travail majeur articulé autour d'objectifs précis tant au niveau national qu'au niveau local.

Tout d'abord, nous mettrons en place une police de sécurité quotidienne, moins bureaucratique et plus proche du terrain, celle-ci pourra tisser et **renforcer ses liens dans le tissu social des quartiers**. Une relation de confiance des citoyens envers les représentants des forces de l'ordre est primordiale.

De plus et pour être tout à fait concret, le projet de **La République en Marche** est d'élargir le pouvoir des gendarmes et des policiers qui, sous contrôle du juge, pourront interdire à un délinquant de fréquenter le lieu dans lequel il a commis le délit.

Ou encore, **sanctionner de façon immédiate** les actes d'incivilités ou de dégradation de mobilier urbain par une amende tout aussi dissuasive qu'efficace.

En outre, nous proposerons la construction de nouvelles places de prison pour qu'en cas de peines d'emprisonnement ferme prononcées, elles soient systématiquement appliquées. *Car comment voulons-nous que des délinquants ne réitèrent pas leurs méfaits si la « case prison » n'est qu'une menace imaginaire jamais exécutée !*

Enfin, parce que le renouveau d'une sécurité publique efficace passe indéniablement par un **renforcement des moyens humains et matériels**, nous développerons la formation continue et mutualisée (création d'écoles de police, formation continue des policiers en matière de gestion des conflits, dialogue culturel, déontologie) et nous augmenterons les effectifs de police : **10 000 policiers et gendarmes supplémentaires**.

Cette dernière mesure est primordiale, et est le préalable à une véritable sécurité, diffuse sur tout le territoire national.

Car en effet, à titre d'exemple et pour ce qui concerne la sécurité de notre circonscription, n'est-il pas inacceptable qu'une commune aussi grande que les Pennes-Mirabeau soit privée d'un véritable commissariat de plein exercice.

N'est-il pas aberrant que cette commune, située au carrefour de zones fortement fréquentées et de quartiers difficiles, n'ait eu les moyens suffisants d'assurer la sécurité quotidienne de ses habitants.

-La puissance de l'Etat doit être au service de la protection de tous les Français sur tout le territoire-

C'est alors, à la lumière du projet de ***La République en Marche*** que je m'engage, en tant que candidat de la 11^e circonscription des Bouches-du-Rhône, à faire de la sécurité publique ma priorité, à soutenir tous les engagements nationaux et voter toutes les lois à l'Assemblée Nationale pour qu'elles soient appliquées à l'échelle locale.

Mohamed LAQHILA